

Brèves de Normandie N°131

(Janvier 2014)

Je fais souvent ce rêve étrange et pénétrant d'une classe politique que j'aime et qui m'aime.

Voici : « Moi Président je fais de la justice sociale mon Credo quelques soient les tempêtes, contre vents et marées.

J'ai décidé au nom de la justice sociale et de l'équité entre les populations des régions de France de demander au gouvernement d'établir avec la région administrative haute-NORMANDIE immédiatement un pacte d'avenir de plus de DEUX MILLIARDS d'euros, qui devra être signé par le Premier Ministre.

En effet cette région qui connaît un chômage endémique depuis plus de trente années toujours supérieure à la moyenne nationale de un voire deux pour cent et plus doit être aidée plus que le région Bretagne et ce d'autant plus que les Normand.e.s ont su avoir un comportement citoyen, responsable et soucieux des intérêts matériels des collectivités en ne commettant aucun acte de vandalisme, de destruction , de violence lors des manifestations contre l'éco-taxé.

J'ai décidé au nom de la justice sociale et de l'équité entre les populations des régions de France de demander au gouvernement d'établir avec la région administrative basse-NORMANDIE immédiatement un pacte d'avenir de DEUX MILLIARDS d'euros, qui devra être signé par le Premier Ministre.

Lors de la signature ce dernier dans chacune de ces régions devra être accompagné de CINQ ministres (ainsi qu'il a été fait en Bretagne) qui vont se déplacer à Caen pour signer ce pacte avec l'accord du conseil régional.

Il devra en faire de même à ROUEN avec cinq ministres qui vont se déplacer à Rouen pour signer ce pacte avec l'accord du conseil régional.

L'Etat français et le gouvernement ont enfin pris conscience des plans sociaux et des restructurations dont sont frappées ces deux régions normandes.

Ils ont pris conscience que les décentralisations incessantes essentiellement en faveur de la Bretagne à Rennes ou dans le Nord à Lille ont gravement porté atteinte au tissu social et économique des deux régions normandes.

Dans un souci de cohérence, d'économie et de développement social et économique le Premier Ministre devra procéder immédiatement aux démarches politiques et administratives nécessaires afin de réparer une grave injustice qui a entraîné des irréparables conséquences notamment sociales.

La division est l'arme des traites et des faibles, des incompetents et des profiteurs afin de mieux régner sur une population humiliée, vassalisée et asservie.

La république française se doit d'être JUSTE et SOLIDAIRE notamment avec ceux qui ont subi, qui ont été affaiblis injustement et qui n'ont en rien démérites en restant loyaux et légalistes envers les institutions, les autres citoyens de la République.

Vive la Démocratie, vive la France, vive LA NORMANDIE unie et solidaire. »

Le rêve s'évanouit,

Moi je ne suis pas Président, Normandes mes Sœurs, Normands mes Frères pardonnez le moi !

Voyez où m'entraîne mon amour pour la Normandie et ses citoyen.nes mais je ne suis qu'un pauvre citoyen normand qui a la faiblesse de croire en la justice et l'honnêteté des politiques ,administratifs et autres vassaux de l'état français.

Habitantes de la Normandie,

Habitants de la Normandie levez-vous, reprenez votre dignité bafouée, battez-vous, faites la révolution sociale (pacifiquement bien sûr), boutez hors de notre paysage celles et ceux qui ont créé un régime à leur propre profit dont ils usent et abusent en méprisant les intérêts socio-économiques des populations qu'ils asservissent financièrement, politiquement et administrativement.

Dans la saga : « destruction décidée par l'état français et ses affidés politiques et administratifs du tissu social et économique normand » voici un nouvel épisode.»

La métropole de l'estuaire (de la Seine évidemment).

Selon Paris-Normandie des élus d'une vingtaine de structures intercommunales planchent sur ce projet qui couvre les deux rives de l'estuaire de la Seine et ce dans les départements de la Seine Maritime, du Calvados et de l'Eure.

Par communiqué le Préfet refuse ce projet de Pôle métropolitain de l'Estuaire sous le prétexte que l'objectif de « cohérence territoriale autour des deux rives de l'estuaire » ne serait pas atteint.

Outre le fait que cette décision va dans le droit fil de la politique de l'état et d'une majorité d'élus notamment locaux visant à la destruction du tissu social et économique composé par les populations normandes, elle est accompagnée d'une motivation pour le moins incompréhensible, absconse pour ne pas dire fausse et de mauvaise foi.

Tout d'abord qu'est-ce que c'est qu'une cohérence territoriale ?

Si vouloir faire croire que les deux rives d'un estuaire et d'un fleuve ne sont pas en continuité c'est faux, voire de mauvaise foi.

Pourquoi ? Un peu de géographie même si certains élus et administratifs sont nuls en géographie (selon le dire commun qui estime que les Français seraient nuls en Géographie !).

Un fleuve est constitué de trois parties : une source, un cours, un estuaire.

Au surplus un fleuve, de même que la mer, est un lien et non une séparation, une frontière même administrative.

En l'occurrence lorsque vous passez le Pont de Normandie depuis la Seine Maritime vous passez dans le Calvados, l'Eure, puis à nouveau le Calvados !!!

C'est Guignol en beaucoup moins drôle et plus couteux pour nos impôts !

L'estuaire est donc bordé de la Seine-maritime, de l'Eure, du Calvados et de la Manche, du Cap de la Hève à Barfleur.

Pendant plus de deux mille ans les approvisionnements de toute nature de la région parisienne, par exemple, se faisaient quasi-exclusivement par la Mer et par la Seine.

Strabon célèbre géographe grec né vers 58 A.J.C. et mort vers 25 après J.C. parle déjà à son époque de la Seine comme d'une route !

Heureusement une femme courageuse (Estelle Grenier) conteste vigoureusement cette décision, elle ne baisse pas les bras et déclare : « je suis consternée par la décision grave du préfet...comme souvent en politique, la pugnacité et le bon sens finiront par porter leurs fruits».

La Normandie est femme, la femme est l'avenir de l'homme, de toutes nos forces soutenons son combat et ne soyons pas chiche de nos encouragements.

Bonne chance ! Dans l'intérêt des populations normandes réussissez !

Notre soutien le plus total vous accompagne ! (Merci d'avance à un lecteur qui les lise de lui transmettre ces Brèves)

Ironie du sort, voire de la mise en page sous cet article en paraît un autre

Intitulé « le port d'Honfleur s'équipe.

« Le terminal croisière de Honfleur a été inauguré. Un atout de plus pour attirer les paquebots en basse-NORMANDIE.

Voici où est l'ironie : le port d'Honfleur, qui dépend du Grand Port Maritime de Rouen a accueilli trente-deux escales de bateaux de croisières ».

Ce terminal représente un investissement de 300.000 euros entièrement supporté par le GPMRouen.

Honfleur accueille chaque année 3,7 millions de visiteurs, c'est la septième commune la plus visitée de France.

Enfin un bel exemple de solidarité normande qui comme d'habitude n'est pas le fait des institutionnels, politiques et/ou administratifs qui au contraire font tout pour diviser et nuire aux intérêts légitimes sociaux et économiques des populations normandes notamment laborieuses ainsi qu'il vient d'être démontré supra un fois de plus. !

Pacte d'avenir sur l'axe Seine.

A Caen, les acteurs politiques et économiques ont rejoint la communauté universitaire et scientifique pour ancrer recherche et innovation dans la vallée de la Seine.

Au sein de l'Université Caennaise le Président de la Communauté urbaine de Caen-la-mer Duron énonce que selon lui la recherche et le développement constitue un atout majeur pour sa région, pour ses voisins haut-normands (sic) et francilien parties prenantes des projets pour développer la Vallée de Seine.

Remarquons au passage que nombre d'élu.e.s ont un besoin irréprensible de prostituer leur régions dans les bras des exploiters. La région parisienne ne produit rien, vit agricole, énergétiquement etc... en grande partie des richesses et du travail des Normands et de l'exploitation éhontée et de type soviétique c'est-à-dire autoritaire et sans dialogue de sa population notamment laborieuse et de ses territoire et patrimoine.

Tout ce qui peut se faire avec le Grand Paris ou la région francilienne doit être tri-céphale, chaque voix devant être attribuée à une des trois régions !

Le sens de ce colloque fait référence à celui de Caen où en 1956 déjà Pierre Mendès-France organisait les premières assises nationales de la recherche.

Voilà qui souligne la grave incapacité et incompétence des politiques et des administratifs normands qui s'aperçoivent plus de CINQUANTE DEUX ANS APRES que la recherche et le développement étaient vitaux et le seul moteur d'une amélioration de l'emploi et du pouvoir d'achat.

Le président de la région administrative dite « basse-NORMANDIE » déclare « nous franchissons une nouvelle étape, un nouveau temps et un pilotage partagés. Nous passons du temps de la conviction à celui de la construction...

Il y avait déjà de la recherche et du développement il y a dix ans, mais l'innovation devient pour tous avec la formation, l'ingrédient du développement économique. Dans la formidable mutation qu'on subit, elle est le carburant pour garder force et compétitivité. On est dans le concret...

Quant au Président de la région administrative dite haute –NORMANDIE parce qu'il fallait « qui cause » il enfonce des portes ouvertes ses propos ne valent donc même pas la peine d'être rapportés. De la figuration !!!

Qu'il ne faille pas attendre 57 ans pour voir venir quelque chose de concret...

Comme d'habitude les questions essentielles ont été éludées.

Avec quel argent ?

Combien mettent-ils sur la table ?

Qui va payer ?

Je propose deux solutions.

Réunir politiquement administrativement les deux régions administratives, diminuer par deux les frais de fonctionnement en supprimant les grasses prébendes des élu.e.s, en les faisant cotiser comme tous les citoyens aux Impôts et charges sociales etc...etc...

Obliger toutes les collectivités, les organismes, étatiques, para-étatiques, les administrations à verser au fonds de recherche et développement de la NORMANDIE en un premier temps 10% de leur budget.

S'ils ne savent pas comment faire, qu'ils me contactent ! Je leur expliquerai.

Moi, Président je ferai le grand ménage, le grand coup de balai pour voir poindre l'aube du Grand Jour où l'égalité, la liberté, la fraternité ne sont plus de vains mots laissés aux illusions d'un peuple conquis, asservi, humilié, exploité.

D. Lemoine.

Citoyen Normand.